

N°2

La lettre de

Jean-Lin Lacapelle

2021

Député français au Parlement européen

Membre du Groupe ID



[Éditorial

Chers Amis !

Plus que jamais, la politique est un sport de combat, notre combat !

L'année 2021 qui s'achève verra, nous l'espérons, la fin de la crise sanitaire et la reprise de la vie normale pour les Français et les Européens, en dépit du scandaleux « passe sanitaire », instrument de contrôle social sans justification médicale.

Pour le Parlement européen, c'est aussi le retour à la normale dans les activités législatives, à Strasbourg, siège légitime de l'institution parlementaire, siège français que les européistes hors-sol cherchent si souvent à supprimer.

Mais pendant qu'une moitié de l'année se passait sous confinement, nous n'avons pas réduit nos efforts. Impliqué dans mon mandat, je me suis saisi de dossiers déterminants pour les intérêts de nos

concitoyens, et j'ai exercé les pouvoirs de contrôle qui m'étaient confiés.

Soucieux de rester proche des préoccupations des Français, j'ai rencontré citoyens et professionnels pour connaître leurs sentiments et leurs aspirations.

Élu pour porter vos idées, j'ai tissé les liens politiques qui nous permettent d'être plus forts en Europe. Enfin, représentant de la Nation, j'ai porté votre voix à l'étranger et montré à nos interlocuteurs le visage d'un peuple français souverain.

Travaux parlementaires, travaux politiques, travaux diplomatiques : plus que jamais, la politique est un sport de combat, notre combat !



Jean-Lin Lacapelle

Député français
au Parlement européen

[Sommaire

Actualité

p. 3

Analyse GAFAM

p. 4

Déplacements

p. 6

Humanitaire

p. 7

Lettre de Jean-Lin Lacapelle
N°2 – année 2021

Directeur de la publication : Jean-Lin Lacapelle / Maquette : Franck&Com / Impression-routage : Imprimeries Malinoises - RCS 0400808156 / Dépôt légal : 4^e trimestre 2021 / Crédits photos : ©Parlement-européen, ©Groupe ID / Gratuit, ne peut être vendu / Réalisée avec le budget 400 de Jean-Lin Lacapelle.

[En route vers l'Europe des Nations !

L'évènement politique européen de cette année aura été la signature, le 2 juillet 2021, de la Déclaration commune sur l'avenir de l'Union européenne par Marine Le Pen et quinze autres dirigeants politiques européens, dont trois participent au pouvoir exécutif dans leur pays.



Réunion de la délégation RN au Parlement européen à Bruxelles, en présence de Marine le Pen et de Gerolf Annemans, Président du Parti ID.

Marine Le Pen, Matteo Salvini, Giorgia Meloni (Italie), Viktor Orbán (Hongrie), Jaroslaw Kaczynski (Pologne), Santiago Abascal (Espagne), Tom Van Grieken (Belgique) et neuf autres ont ainsi affirmé, d'une commune voix, que la transformation de l'Union européenne, excédant ses prérogatives par le moyen du droit, en super-État euromondialiste, menace la stabilité et le bien-être des Européens. Ils ont souligné que, par opposition à la fièvre moralisatrice et législative de l'Union européenne, nous devons puiser aux sources de notre tradition, de nos cultures et de notre héritage, et rechercher dans la famille et la natalité les solutions de la crise sociale et migratoire que traverse notre continent. Reconnaisant notre parenté civilisationnelle et la volonté que conservaient les peuples de coopérer pour la grandeur de l'Europe, ils en tiraient la conclusion que, pour agir, il fallait limiter les compétences de l'Union européenne et fonder l'action commune sur le consensus des Nations.

Mais, plus encore que par son contenu, cette déclaration est remarquable par sa signification politique. Ses signataires sont, actuellement, membres de deux groupes politiques européens différents : le nôtre, le Groupe Identité et Démocratie, et le Groupe ECR des conservateurs européens, qui regroupent respectivement 70 et 63 parlementaires. En signant ce texte, ces deux partis consentent à mettre de côté leurs divergences, et à poser la première pierre de la construction d'un groupe politique géant pour défendre les intérêts patriotiques, groupe qui, fort de 133 membres, ferait jeu égal avec les socialistes et la pseudo-droite.

Cette déclaration, aboutissement des échanges entre les députés, et, au plus haut niveau, entre les chefs des partis politiques nationaux, signe le rapprochement des différentes forces patriotiques européennes, et donne le signal de leur action commune, action forte et concrète, car les Gouvernements de trois États – Hongrie, Italie, Pologne – sont concernés.

La Déclaration commune sur l'avenir de l'Union européenne ouvre des espoirs inédits et des perspectives ambitieuses : **contre le mondialisme et l'eurofédéralisme, elle est la réplique forte des peuples et des Nations !**

[Comment gagner la guerre contre les GAFAM

Les géants du numérique, connus sous le nom de GAFAM (Google, Amazon, Facebook, Apple, Microsoft), ont acquis une influence démesurée, à la fois sur nos existences individuelles et sur notre société. Les chiffres vertigineux de leurs activités (voir ci-dessous) font de ces GAFAM des acteurs dominants sur la scène mondiale, presque aussi puissants que des États et enclins à se comporter comme tels.

Ces entreprises étrangères, américaines pour la plupart, mais aussi, de plus en plus, chinoises, russes et indiennes, s'imposent à nous en profitant du dénuement européen en matière de numérique. À l'égard des citoyens, ils agissent comme s'ils étaient des États, et, à l'égard des États, comme des rivaux, principalement de quatre manières :

— **CONFIDENTIALITÉ** : Les GAFAM collectent des volumes de données gigantesques, que les algorithmes analysent en finesse ou en masse (« *Big Data* ») pour tout savoir, prédire et disposer de nous. Ils connaissent notre vie intime, notre psychologie, sont propriétaires de nos profils, de nos statuts et de nos photographies : nous sommes leur vache à lait électronique.

Les citoyens doivent être protégés par la loi, qui doit leur rendre la propriété de leurs données. Si une entreprise du numérique veut les exploiter, elle doit en

informer clairement les usagers, qui doivent pouvoir tout aussi clairement s'y opposer. Mais, parce que nos entreprises doivent développer leur propre expertise d'analyse de données, il faut un régime différencié d'accès aux données selon que le réseau est européen, appliquant nos règles de confidentialité et hébergeant les données en Europe, ou qu'il est étranger.

La censure politique doit être absolument interdite, et, plus généralement, un contenu ne doit être retiré que sur ordonnance d'un juge

— **LIBERTÉ** : La censure qui frappe au quotidien chacun de nous, de l'utilisateur anonyme au Président des États-Unis, montre que les GAFAM ont un agenda idéologique et utilisent leur prépondérance médiatique pour décider ce que citoyens et hommes politiques doivent dire ou ne pas dire. De cette façon, ils fabriquent sur mesure l'opinion publique.

La loi privée des GAFAM, leur « règlement de la communauté », doit donc être chassée au profit de la loi

Les GAFAM en chiffres



Le numérique pesait en 2019 jusqu'à **15,5 % du PIB mondial**, soit 3 527 milliards d'euros.



En juin 2021, les GAFAM représentaient plus de **8 700 milliards de dollars de capitalisation boursière**, soit l'équivalent du troisième PIB mondial (plus que le PIB du Japon, de l'Allemagne ou de la France !).

nationale, la seule qui compte. La censure politique doit être absolument interdite, et, plus généralement, un contenu ne doit être retiré que sur ordonnance d'un juge, hors cas limités, graves et évidents (pédopornographie, terrorisme), et le réseau doit être judiciairement responsable de retraits abusifs. Nous sommes même prêts, la liberté d'expression étant une liberté publique, à ce que l'État fonde et gère un réseau social public, libre et gratuit, ouvert à tous les Européens.

— **SOUVERAINETÉ** : L'Europe a été incapable de créer une industrie du numérique autonome, et se retrouve prise en étau entre les deux géants chinois et américain. Nous souffrons de relégation, alors que le numérique est un instrument stratégique primordial, dans le civil comme dans le militaire : nous ne pouvons pas nous permettre d'être dépendants de technologies étrangères !

Nous devons redevenir souverains et puissants dans le domaine du numérique, en protégeant nos entreprises innovantes [qui sont nombreuses !] face à la prédation étrangère, en interdisant aux acteurs étrangers de traiter nos données hors d'Europe, et en réformant notre droit de la concurrence, idéologique et absurde, au profit d'une logique souverainiste et protectionniste, qui favorise nos entreprises dans l'investissement et l'accès aux marchés publics.

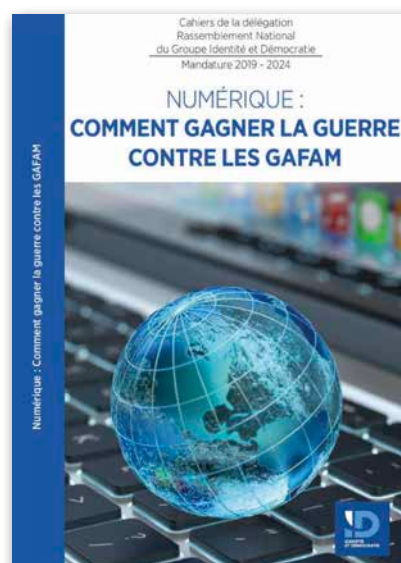
— **FISCALITÉ** : Les GAFAM, géants financiers secondés d'armées de fiscalistes, contournent les législations fiscales des États, et vont jusqu'à émettre leur propre monnaie. En 2019, ils ont soustrait au fisc français plus d'un milliard d'euros.

Pour rendre leur argent aux Français, les GAFAM doivent s'acquitter de leur dû. Nous soutenons la mise en place, au niveau européen ou de l'OCDE, d'une taxe commune sur le numérique, dont le produit, cependant, ne re-

viennent pas à l'Union européenne, mais bien aux États où l'activité et les bénéfices ont été réalisés. Les GAFAM ne doivent plus trouver en Europe de paradis fiscal !

Les GAFAM sont un danger pour notre souveraineté, notre démocratie, notre vie privée et nos finances publiques. Seules les propositions du Rassemblement national sont à même de nous protéger de ces périls. Comme sur les sujets de l'immigration, de la défense de notre civilisation ou de notre économie, l'Europe et la France doivent enfin montrer les dents !

Ces analyses et ces propositions sont développées dans le cahier thématique que j'ai édité en octobre avec le Groupe Identité et Démocratie.



Vous pouvez le consulter sur mon site Internet : jeanlinlacapelle.fr !



Google concentre à lui seul plus de **90 % des requêtes sur l'Internet dans le monde**, et 88 % des ordinateurs de la planète sont équipés du système Windows.



En 2021, **60 % de la population mondiale** est connectée à l'Internet.



Les GAFAM déclaraient 3,4 milliards de chiffre d'affaires en 2019, pour un chiffre d'affaires réel estimé à 14,9 milliards. **Soit un manque à gagner d'un milliard d'euros d'impôt pour l'État français !**

[La France, l'Europe, le Monde !

Liban

Décembre 2020

En compagnie de mon collègue Thierry Mariani, nous nous sommes rendus au Liban.

En tant que représentants du Groupe Identité et Démocratie, nous avons eu le privilège de discuter de la situation actuelle du pays avec le Président Aoun, ainsi qu'avec de nombreux responsables politiques, économiques et religieux libanais. J'ai aussi eu l'occasion de rendre hommage, à Beyrouth, à tous nos soldats français tombés au Liban.

Ce furent d'émouvantes retrouvailles avec ce beau pays dans lequel j'ai servi comme Casque bleu.



Au Palais présidentiel de Beyrouth, en présence du Président Aoun.



Visite d'une champignonnière

La Réunion

Décembre 2020

Déplacement de quarante-huit heures sur l'île de La Réunion, à la rencontre des agriculteurs, acteurs économiques et élus, qui nous ont exposé leurs problématiques. Nous avons eu le regret de constater l'arrêt des travaux de construction de la Route du Littoral, malgré son financement par des fonds européens.

Guadeloupe

Mai 2021

Déplacement en Guadeloupe, où j'ai eu l'occasion de rencontrer des citoyens, des acteurs de la vie sociale, politique et économique, et de constater les problèmes spécifiques auxquels font face les Ultramarins des Antilles, en particulier le scandale du chlordécone et la prolifération des sargasses.



Visite d'une distillerie de rhum.



Rencontre avec des acteurs civils et économiques du territoire à l'initiative de Maxette Pirbakas, députée européenne du Rassemblement national.



Conférence de presse à Noursoultan.

Kazakhstan



Janvier 2021

Déplacement avec mon collègue Thierry Mariani dans la République du Kazakhstan, en Asie centrale, afin d'observer le déroulement des opérations électorales relatives aux élections législatives.

Russie



Septembre 2021

Déplacement en Russie dans le cadre d'une mission d'observation électorale lors des élections législatives de septembre 2021. Cela nous a permis d'étudier les systèmes de sécurisation du vote mis en place par la Russie, et constater la sincérité du scrutin à Saint-Pétersbourg.



Visite d'un bureau de vote de Saint-Pétersbourg.

[Humanitaire

Deux dons à l'Association du Souvenir français à Bergerac



Pour la restauration des tombes de soldats ayant pris part à l'épopée napoléonienne, dans le cadre des commémorations du bicentenaire de la mort de l'Empereur. En particulier : la tombe du chirurgien Prévôt-Leygonie située dans le cimetière des Lèches, celle du chef de bataillon Étienne Fournet dans le cimetière de Monsaguel, et celle du capitaine Ravat à Sarlat.

Deux dons à l'association SOS Chrétiens d'Orient



Le premier don sous forme d'une aide d'urgence aux populations libanaises frappées par les crises successives s'est matérialisé par des livraisons de nourriture, de vêtements et de médicaments. Le second don fut utilisé afin de financer la mission d'un jeune Français en mission humanitaire auprès des chrétiens du Liban.



*Mon engagement en faveur du «produire français»
au salon du Made in France
aux côtés de Marine Le Pen.*

Jean-Lin Lacapelle

Député français au Parlement européen

Membre du Groupe Identité et Démocratie

Membre de la Commission du Marché intérieur
et de la protection des consommateurs (IMCO)

Membre suppléant de la Commission du Commerce international (INTA)

Membre des Délégations pour les relations
avec l'Assemblée Afrique-Caraïbes-Pacifique, l'Iran et la Russie

 @jllacapelle

 www.facebook.com/jeanlin.lacapelle

 jean-lin.lacapelle@europarl.europa.eu

 www.jeanlinlacapelle.fr

BRUXELLES

Bât. Altiero Spinelli 06E252
60 rue Wiertz / Wiertzstraat 60
B-1047 Bruxelles/Brussel

Tel. : 0032 2 28 45401
Fax : 0032 2 28 49401

STRASBOURG

Bât. Salvador de Madariaga G05003
1 av. du Président Robert Schuman
CS 91024
F-67070 Strasbourg Cedex

Tel. : 0033 3 88 1 75401
Fax : 0033 3 88 1 79401

